



REGLEMENT DE CONSULTATION

FOURNITURE D'ELECTRICITE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE ST-AMARIN

Lot 1 : fourniture d'électricité pour des puissances de 2 à 36 kva pour 24 sites

Lot 2 : fourniture d'électricité pour des puissances supérieures à 36 kva pour 1 site

Date limite de remise des offres : lundi 02 septembre 2019 à 15h00

Pouvoir adjudicateur

Communauté de Communes de la Vallée de SAINT-AMARIN
70 rue Charles de Gaulle
68550 SAINT-AMARIN

Tél. : 03.89.82.60.01

Fax : 03.89.38.23.14

Courriel : cc-stamarin@cc-stamarin.fr

Procédure

Procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique)

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Fourniture d'électricité à la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin

Deux lots :

- Lot 1 : fourniture d'électricité pour des puissances de 2 à 36 kva pour 24 sites
- Lot 2 : fourniture d'électricité pour des puissances supérieures à 36 kva pour 1 site

Voir le détail des lots dans le CCP.

La durée d'exécution du marché public ou de l'accord cadre est de DEUX ans à compter du 1^{er} octobre 2019.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché est :

Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin
70 rue Charles de Gaulle
68550 SAINT-AMARIN

Le représentant du pouvoir adjudicateur est :

Monsieur François TACQUARD
Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin

2.2. Mode de la consultation

Le présent marché de fournitures est passé selon la procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique).

2.3. Organisation de la consultation

Après examen des candidatures et des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec 3 candidats ayant présentés les meilleures offres au regard des critères d'attribution du marché (offres économiquement les plus avantageuses).

Une invitation à négocier par mail sera transmise en temps utile à ces candidats. Une adresse mail valide devra être indiquée dans le dossier de réponse du candidat.

2.4. Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 24 heures à compter de la date de remise des plis visée à l'article 6 ci-après.

2.5. Groupements d'opérateurs économiques

Le marché sera attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Cependant, si le marché est attribué à un groupement conjoint, il est demandé expressément que le mandataire conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

2.6. Variantes

Les variantes sont interdites

ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES

3.1. Dossier de consultation

Le dossier fourni à chaque candidat est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation,
- un acte d'engagement et un bordereau de prix,
- un cahier des clauses particulières (CCP).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 3 jours avant la date limite pour le dépôt des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à tout candidat qui en fait la demande auprès de la Communauté de Communes par courriel ou peut être retiré à l'adresse suivante : <http://stamarin.e-marchespublics.com>.

3.2. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats devront produire un dossier complet comprenant :

- les imprimés type DC1 et DC2,
- l'acte d'engagement pour chaque lot auquel le candidat soumissionne
- le cahier des clauses particulières (ci-joint à accepter sans aucune modification),
- un bordereau des prix pour chaque lot auquel le candidat soumissionne.

Le candidat retenu devra fournir, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de la Communauté de Communes, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique).

Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, le titulaire devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les formulaires DC1, DC2, sont téléchargeables à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ARTICLE 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, dont la capacité économique et financière ou dont les capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public sont jugées insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES

Les critères retenus pour juger de la qualité des offres et faire le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sont, par ordre de priorité décroissante et affectés d'une pondération, les suivants :

- prix des prestations : 100 %.

ARTICLE 6. REMISES DES OFFRES

Les offres sont obligatoirement transmises **sous forme dématérialisée**.
La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur <http://stamarin.e-marchespublics.com> avant :

Le lundi 02 septembre 2019 à 15h00, délai de rigueur

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Il est rappelé aux candidats qu'ils restent responsables de l'acheminement de leur offre et qu'aucune réclamation ne sera admise en cas de retard dû à un problème technique (téléchargement, connexion, ...).

Il est donc vivement conseillé aux candidats de prendre toutes leurs dispositions pour s'assurer de la bonne transmission des documents demandés.

Le dépôt électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

L'ouverture de la copie de sauvegarde est règlementée par l'arrêté du 27 juillet 2018 du JORF.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les candidats pourront s'adresser à :

Communauté de Communes
M Michel PINEL
Tél. : 03.89.82.60.01
Fax : 03.89.38.23.14
michelpinel@cc-stamarin.fr

ARTICLE 8. RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Délai de recours : cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat, dans les conditions définies à l'article L 551-1 du code de justice administrative. Un recours pour excès de pouvoir peut être formé à l'encontre des décisions faisant grief, dans les deux mois de leur publication ou notification.